



NEWSLETTER DE LA COOPERATION MONDIALE
Mai 2013

Dans cette édition

- **La protection sociale au Brésil**
- **OCDE : la crise, qui touche les pauvres plus sévèrement, augmente les risques d'inégalité et de pauvreté**
- **Les parlementaires soutiennent la gouvernance démocratique comme Objectif pour le développement post 2015**
- **Ressources et liens utiles**

➤ **Article à la Une : la protection sociale au Brésil**

Par Heloisa Mesquita, Surintendante pour la protection sociale au Secrétariat de l'assistance sociale et des droits de l'homme de la municipalité de Rio de Janeiro



Heloisa Mesquita est diplômée de master en services sociaux de l'Université catholique pontificale de Rio de Janeiro (PUC - RJ) et docteur en politiques sociales à l'Université fédérale de Fluminense (UFF). Elle est vice-présidente du Centre brésilien pour la coopération et l'échange de services sociaux (CBCISS)

Au Brésil, les activités de réduction de la pauvreté sont incluses dans le programme *Brésil sans pauvreté* dont les actions sont effectuées par différents ministères ainsi que d'autres acteurs. La pauvreté est considérée comme un problème social majeur qui dépasse le simple manque de revenus et qui inclut la privation des capacités primaires. Dans ce cadre, une approche multidimensionnelle est nécessaire afin de prendre en compte les facteurs autres que le revenu, notamment certains facteurs spécifiques. C'est pourquoi les mesures politiques doivent prendre en considération non seulement les transferts de revenus, mais également le profil de la famille, le quartier dans lequel la famille vit, ainsi que la santé, l'éducation, la formation professionnelle et la création de perspectives d'avenir, entre autres. Partant de cette idée, l'État de Rio de Janeiro a mis en place un

plan intitulé *Rio sans pauvreté*, qui inclut les actions du programme *Meilleurs revenus*. Le plan envisage une gamme de prestations pour les familles avec des enfants. En 2012, 251 000 familles ont reçu une aide dans 51 municipalités, et en 2013 le chiffre sera de 270 000 familles dans 91 municipalités.

Le plan *Rio sans pauvreté* dispose de trois strates : objectifs à court, moyen et long terme, et implique trois niveaux de gouvernement (fédéral, étatique et municipale). Le plan cherche, à travers des actions intersectorielles qui couvrent la santé, l'éducation et l'assistance sociale, à assurer des prestations aux familles avec enfants, afin de permettre à ces familles d'avoir accès aux services mentionnés plus haut et de pouvoir satisfaire les exigences définies par le programme concernant le suivi clinique, la vaccination et la scolarisation. Le plan permet également d'éviter de remettre la faute sur les familles quant aux procédures applicables.

Outre les transferts de revenus envisagés par le programme de protection sociale décrit plus haut, l'assistance sociale prend la forme d'une aide aux familles. Ce travail est mis en forme et mis en œuvre dans tout le Brésil par le Système uni d'assistance sociale (SUAS). Dans ce cadre du SUAS, la protection sociale consiste en, d'une part, un programme de protection sociale basique, qui vise à prévenir les situations de risque, notamment à travers le renforcement des capacités et des liens entre les individus, leurs familles, et leurs communautés, et, d'autre part, un programme de protection sociale spéciale, axé sur l'assistance sociale aux individus et aux familles subissant des menaces temporaires ou permanentes quant à leur santé ou leurs moyens d'existence.

Le SUAS travaille au sein des familles et des communautés avec des activités proposées par les unités de services mises en place dans les quartiers où les bénéficiaires habitent. Ces unités sont composées de travailleurs sociaux et de psychologues qui rencontrent régulièrement les familles et coordonnent leurs services avec d'autres services offerts à la population dans le cadre de politiques publiques existantes de prestation de services. Ce travail est effectué par les municipalités. Le gouvernement fédéral et les autorités étatiques offrent leur soutien à travers la formation des équipes de services, mais offrent aussi une partie du financement et du suivi des actions entreprises. Les municipalités sont responsables de la mise en œuvre effective des services offerts aux familles.

Sur le plan du gouvernement fédéral, le Ministère du Développement social et de la Lutte contre la faim (MDS) comprend le secrétariat national pour l'assistance sociale (SNAS), qui est responsable de toute une gamme de services de protection sociale ainsi que du déploiement et de la mise en œuvre des prestations du SUAS. Cette partie du gouvernement est responsable de toutes les mesures politiques telles que les services, les programmes, les projets, les prestations et les transferts de revenus, qui donnent une forme spécifique aux objectifs de sécurité sociale établis dans la Politique nationale d'assistance sociale de 2004, révisée par la norme opérationnelle de base de 2012. Ils comprennent : la garde d'enfants, les revenus, la vie de la famille et communautaire, la promotion de moyens de vie indépendants, ainsi que l'aide et l'assistance dans des circonstances de menace temporaire ou permanente à la santé ou aux moyens d'existence d'une personne.

Dans l'État de Rio de Janeiro, ces actions sont effectuées par le Département du Bien-être social et des Droits de l'homme (DBESDH), lequel est responsable de la mise en œuvre du

SUAS ainsi que des programmes qui visent à la promotion, la protection et la défense des droits et du programme pour les transferts de revenus. Ce travail est effectué à travers les sous-secrétariats du Département, qui couvrent la totalité de ses activités et qui offrent la protection sociale dans l'État de Rio de Janeiro sur deux fronts : d'abord, les transferts directs de ressources aux familles et, deuxièmement, les transferts de fonds aux gouvernements municipaux afin d'offrir une aide aux familles concernant les différentes dimensions grâce auxquelles les gens peuvent améliorer leur qualité de vie et accéder à leurs droits.

Le schéma conditionnel de transfert d'argent liquide au Brésil fait partie du programme intitulé Bolsa Familia. Dans l'État de Rio de Janeiro, ce programme est renforcé et complété par le programme *Meilleurs revenus*. Pour surmonter la pauvreté extrême dans l'État de Rio de Janeiro, le programme comprend les objectifs suivants : relever le revenu des familles vivant dans l'extrême pauvreté au-dessus du seuil de l'extrême pauvreté, aider à fournir les conditions nécessaires pour que ces familles atteignent une meilleure autonomie et une meilleure dignité, encourager la scolarisation et l'accès à l'éducation secondaire pour les enfants de jeunes familles vivant dans l'extrême pauvreté, aider à augmenter leurs chances d'intégration sociale et économique et augmenter l'intégration sociale des personnes aux revenus bas, renforcer leurs compétences et leur permettre de profiter de toutes les opportunités économiques et sociales. La proposition principale du programme est que chaque famille puisse améliorer son potentiel et que le réseau mis en œuvre par le gouvernement et la société civile puisse être élaboré de manière à faire la promotion des efforts communs qui visent à soutenir les groupes vulnérables dans la population et à les aider à surmonter les multiples privations dont ils sont victimes.

Donnée la nature multidimensionnelle de la pauvreté, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro a également choisi d'aborder les problèmes structurels principaux qui font obstacle aux efforts de réduction de l'extrême pauvreté, à savoir l'éducation. Par la mise en place d'un programme intitulé *Meilleurs revenus pour les jeunes*, le gouvernement cherche à encourager les jeunes mineurs qui vivent dans des familles touchées par l'extrême pauvreté à rester dans le système éducatif et à terminer le lycée. Une motivation financière est offerte qui prend la forme d'un paiement déposé sur un compte d'épargne, argent qui peut être retiré directement par la jeune personne à l'aide d'une carte de crédit spéciale. Outre la formation éducative, les jeunes gens ont la possibilité d'accéder à une formation financière et à des cours de formation professionnelle qui peuvent leur permettre d'augmenter leurs chances d'intégration sociale et économique. Ces mesures aident certainement à renforcer la confiance en soi des jeunes gens et à développer leurs capacités à prévoir et à profiter d'un futur plein de possibilités décentes sur le marché du travail.

Un autre aspect du plan couvre les stratégies de gestion des opportunités sociales et économiques, dont l'objectif est de surmonter les failles existantes, de réduire les disparités et d'améliorer l'accès à ces opportunités. Les personnes âgées au Brésil peuvent recevoir des transferts d'argent à travers le *Programme de prestations continues d'argent* (BPC). Dans l'État de Rio de Janeiro, 160 866 personnes âgées reçoivent actuellement une allocation minimale mensuelle. Ils peuvent également bénéficier de l'aide aux familles et des activités d'amélioration de la vie communautaire.

Du point de vue administratif, la totalité du processus de création et de mise en œuvre de la protection sociale est assumée par le système de gestion de la formation qui s'appuie sur des questionnaires que les municipalités doivent compléter de manière systématique et qui sont ensuite analysés à la fois par le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro et par le gouvernement fédéral. Les institutions étatiques sont profondément engagées dans les efforts de réduction de la pauvreté qu'ils considèrent comme un élément essentiel pour atteindre la réduction des nombreuses inégalités existantes.

Quelques résultats

Il n'y a pas de doute que les programmes de transferts de revenus peuvent être considérés avec suspicion. Les opposants à ces systèmes croient par exemple qu'ils nourrissent la dépendance et qu'ils démotivent la recherche d'un travail. Je crois qu'il nous faut avoir une vision plus large. Ce que les familles reçoivent avec ce programme est un revenu relativement restreint, vu l'échelle des privations qu'ils doivent surmonter dans leur vie. Mais ce système actuel de transfert d'argent conditionnel a déjà prouvé sa qualité et son impact positif. Les résultats de ces programmes parlent d'eux-mêmes : une étude récente, publiée dans le journal anglais *The Lancet* au mois de mai, révèle que le programme *Bolsa Familia* a apporté une contribution importante au déclin de la mortalité infantile pour les enfants de moins de cinq ans entre 2004 et 2009, tandis que la mortalité infantile dans les villes concernées par le questionnaire a été réduite de 17 %.

Au cours des huit dernières années, 28 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté extrême et 40 millions de personnes ont pu entrer dans la classe moyenne, ce qui est un résultat très significatif. Actuellement, il y a plus de 13 millions de foyers qui bénéficient de ce programme, mais le défi est toujours présent, car il y a encore 16,2 millions de Brésiliens qui vivent dans la pauvreté extrême. Ils ne sortiront pas de ce groupe sans une intervention et un soutien actif. Les politiques publiques doivent être effectuées avec synergie afin de mettre fin à cette situation et le gouvernement fédéral doit améliorer ses efforts de localisation et d'enregistrement des personnes qui sont éligibles à l'aide aux familles.

Dans l'État de Rio de Janeiro, 1,5 million de personnes ont été sorties de l'extrême pauvreté dans la première moitié de 2012 grâce à l'aide fournie aux familles. C'est pourquoi nous pouvons considérer que les résultats sont bons, mais qu'il pourrait certainement être meilleur. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour sortir les personnes de la pauvreté et toutes les parties prenantes doivent s'allier afin de surmonter les barrières existantes et de réduire la pauvreté et les inégalités. C'est l'ordre du jour pour le Brésil, mais c'est aussi l'ordre du jour mondial.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celle du comité de direction du CIAS.

- **OCDE : la crise, qui touche les pauvres plus sévèrement, augmente les risques d'inégalité et de pauvreté**

Les inégalités de revenus ont plus augmenté au cours des trois premières années de la crise qu'au cours des 12 années précédentes, sans prendre en compte les conséquences des impôts et les transferts de revenus, selon un nouveau rapport et les nouvelles données de l'OCDE.

L'étude montre que le niveau de vie général a amorti le choc pour beaucoup, mais que les coupes budgétaires dans le domaine des aides sociales des pays de l'OCDE risquent de causer dans les années à venir des inégalités et une pauvreté plus grandes.

En comptant les impôts et les aides, les 10 % les plus riches de la population des pays de l'OCDE gagnent 9,5 fois le revenu des 10 % les plus pauvres en 2010, soit 0,5 point de plus qu'en 2007.

Les pays où l'écart est le plus large sont le Chili, le Mexique, la Turquie, les États-Unis et Israël, et les pays où l'écart est le moins important sont l'Islande, la Slovaquie, la Norvège et le Danemark.

« Ces résultats inquiétants soulignent le besoin d'une protection pour les plus vulnérables de la société, notamment maintenant que les gouvernements engagent des mesures pour réduire les dépenses publiques » dit le secrétaire général Angel Gurría.

« Les politiques qui se focalisent sur la création d'emplois et la croissance doivent être élaborées de façon à assurer la justice, l'efficacité et l'intégration. Parmi ces politiques, la réforme des systèmes d'imposition est essentielle pour s'assurer que chacun paye une part équitable, mais qu'il reçoive et puisse bénéficier de l'aide dont il a besoin. »

Les foyers pauvres tendent à perdre plus et à gagner moins que les foyers riches entre 2007 et 2010. Les 10 % les plus riches de la population ont gagné plus que les 10 % les plus pauvres dans 21 des 33 pays où les données étaient disponibles.

En se basant sur les niveaux de revenu d'avant la crise, le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté a augmenté durant la crise dans la plupart des pays. Les impôts et les prestations permettent de compenser l'augmentation générale, mais l'impact varie. Entre 2007 et 2010, la moyenne de la pauvreté de revenus relatifs dans les pays de l'OCDE a augmenté de 13 à 14 % parmi les enfants et de 12 à 14 % chez les jeunes, mais il est tombé de 15 à 12 % pour les personnes âgées. Depuis 2010, dans de nombreux pays, les retraités sont globalement mieux protégés tandis que les foyers de travailleurs ont subi de plein fouet le choc.

La pauvreté infantile a augmenté dans 16 pays de l'OCDE depuis 2007, avec des augmentations dépassant les 2 points : en Turquie, Espagne, Belgique, Slovaquie et Hongrie. Cela confirme une tendance déjà identifiée de ce que les jeunes et les enfants remplacent les personnes âgées comme la catégorie sociale la plus touchée par le risque en termes de pauvreté de revenus dans l'OCDE.

Les inégalités formaient l'un des thèmes principaux discutés au cours du forum de l'OCDE cette année : « emploi, égalité et confiance » organisé les 28 et 29 mai à Paris. De plus amples détails sont disponibles sur <http://www.oecd.org/forum/>

➤ **Les parlementaires soutiennent la gouvernance démocratique comme objectif pour le développement post 2015**

Les résultats d'une enquête effectuée au cours de la 128^e assemblée de l'Union interparlementaire qui s'est tenue à Quito en Équateur a révélé que 80 % des parlementaires soutiennent la gouvernance démocratique en tant qu'objectif autonome pour les objectifs du développement durable (ODD) post 2015 des Nations unies. Presque tous (96 %) les 240 parlementaires interrogés parmi les 619 présents à Quito pensent que les éléments clés de la gouvernance démocratique : la participation, la transparence et la responsabilité, doivent être inclus aux autres ODD afin d'assurer leur succès. Les parlementaires hommes et femmes de toutes les régions et pays en développement ou développé ont participé à cette enquête. Les parlementaires étaient également unanimes (99 %) sur le fait que la gouvernance démocratique soit nécessaire pour un développement durable. Cette question s'est propagée en dehors de la sphère politique. Les personnes interrogées lors de l'enquête des Nations unies « Mon Monde », qui a permis aux citoyens du monde d'avoir leur mot à dire quant à ce que les nouveaux objectifs du développement devaient être, ont rangé la nécessité d'un gouvernement honnête et à l'écoute comme le troisième objectif le plus important, juste après l'éducation et la santé.

L'UIP fait la promotion d'une gouvernance démocratique en tant qu'objectif autonome parmi les nouveaux ODD, lesquels remplaceront les objectifs du millénaire pour le développement lors de leur expiration en 2015. Les membres ont adopté le communiqué de Quito sur le développement durable lors de la 128^e assemblée, qui prône un développement axé sur le bien-être mondial, mais aussi un renforcement des institutions clés afin d'y parvenir.

Pour plus d'informations visitez :

<http://www.ipu.org/conf-e/128agnd.htm#doc-quest>

➤ **Ressources et liens utiles**

Le **Global Enteric Multicenter Study (GEMS)**, qui a publié dans le magazine The Lancet la semaine dernière, offre aux experts de la santé et des politiques des informations afin de pointer les domaines où les nouveaux candidats aux vaccinations sont recherchés de manière urgente pour combattre les maladies diarrhéiques : deuxième cause de mortalité parmi les enfants dans le monde. L'article révèle également d'autres possibilités d'intervention importante. Le GEMS, géré par le centre de l'École de Médecine pour le développement des vaccins de l'Université de Maryland, a comblé de nombreuses failles qui n'avaient pas été reconnues lors des études précédentes. Le centre a utilisé pour cela des méthodologies constantes dans 7 des pays les plus touchés et a travaillé avec plus de 20 000 enfants sur trois années. L'étude a réalisé des tests sur près de 40 pathogènes et confirme que 4 seulement sont responsables de la majorité des cas sérieux à graves de diarrhées : rotavirus, Cryptosporidium, Shigella et ST-EPEC, un type de E.coli. Réduire la

transmission de ces pathogènes grâce à l'accès à l'eau potable et des à l'amélioration des systèmes de tout-à-l'égout est faisable et réalisable.

Pour plus de détails, consultez :

<http://www.prweb.com/releases/2013/5/prweb10726814.htm>

L'OCDE a publié le rapport « perspectives pour le développement mondial en 2013 : politiques industrielles dans un monde en changement » qui traite de l'intérêt renouvelé pour les politiques industrielles dans les économies en développement comme partie intégrante de leurs stratégies de développement pour affronter les changements dans le paysage économique mondial. Depuis la moitié des années 90, les taux de croissance économique dans les pays vastes et très peuplés et aux revenus moyens ont dépassé de façon conséquente les taux de croissance des pays de l'OCDE. Cela a transformé l'économie mondiale et a favorisé la convergence vers un revenu global par habitant.

Pour plus de détails, consultez : <http://www.oecd.org/dev/pgd/pgd2013.htm>

Le contenu de cette Newsletter mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :

Adresse : ICSW, P.O. Box 28957, ICSW, Plot 4, Berkeley Lane, Off Lugard Avenue, Entebbe, Ouganda

Tél. : +1 718 796 7417, +256414321150

Email : szelenev@icsw.org, icsw@icsw.org

Site web www.icsw.org;

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail